

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous  
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP19 à Varsovie. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) mais aussi sur notre site [www.rac-f.org/COP19-Varsovie-2013](http://www.rac-f.org/COP19-Varsovie-2013) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## ADP : LE TEMPS DE LA DÉCISION EST VENU

Et voilà que ça recommence. Que chaque partie débite ses positions déjà connues et rebat nos oreilles de décisions déjà prises, ici à Varsovie. Cela étant, ECO apprécie la discussion sur une notion clé : celle de l'urgence.

AOSIS a fait de remarquables efforts pour établir un processus technique concret sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

La Colombie et la Gambie intègrent, d'une manière aussi constructive que possible, les tractations sur les éléments de l'accord de 2015.

De leur côté, les LDC et Trinité-et-Tobago ont rappelé l'importance de placer les sujets liés au mécanisme de conformité sur la liste des problèmes à traiter l'an prochain.

Parallèlement, les pays du groupe « Like minded » ont rappelé que les financements,

les transferts de technologies et le renforcement des capacités sont des sujets essentiels pour que les pays en développement mettent en œuvre leur Namas.

Pour autant, il y a de quoi être interloqués par les efforts menés par certains pays « like minded » à vouloir supprimer le paragraphe 9.

Nous ne pouvons que faire l'éloge de certains pays en développement, tels le Swaziland (groupe Afrique) et l'Afrique du Sud, pour leurs efforts en faveur du balisage de la route qui nous mènera à Paris. Intéressante aussi la proposition de la Norvège pour que les engagements en faveur de l'adaptation soient publiés dès 2014.

Mais ECO salue tout particulièrement les souhaits exprimés par le groupe africain sur la nécessité de valider la conformité et l'équité des engagements pris. Avec une mention particulière pour l'Afrique du Sud

pour la fixation d'un cadre de référence pour l'équité.

En outre, hier, le ministre chinois a milité pour l'adoption d'un programme de travail pour la conclusion d'un accord en 2015.

Avec toutes ces bonnes idées sur la table, ECO ne peut que se demander pourquoi les parties semblent toujours incapables de trouver un terrain d'entente sur les objectifs pré-2020 et l'accord de 2015.

Nous entrons dans les dernières heures de la conférence. Le temps du récitatif est terminé. Et comme l'ont rappelé les co-présidences : le moment de la décision est venu. Les parties doivent désormais montrer qu'elles sont venues à Varsovie pour progresser et non pour répéter ce qu'elles ne cessent de répéter depuis des années.

## L'Ontario sort du charbon

Après avoir subi 2 semaine de déclaration pro charbon, on reçoit finalement des nouvelles positives de la province canadienne de l'Ontario. Le Gouvernement vient en effet d'annoncer qu'il allait fermer sa dernière centrale à charbon dans quelques semaines.

Ca fait de la province la plus peuplée du Canada la première entité juridique à aller au bout de sa sortie du charbon. Il n'y a même pas 10 ans, 27% du mix énergétique de l'Ontario provenait encore du charbon, avec un capacité totale de 7500 MW. Cette annonce est donc l'illustration de ce que les politiques peuvent faire quand, poussées par leur opinion, ils mettent en place une stratégie pour développer les renouvelables l'efficacité. C'est ainsi que les émissions de suies, de fumée ou de mercure ont chuté, tandis que les émissions de GES du secteur de l'électricité était réduites de 75% (soit la plus baisse d'émissions de GES d'Amérique du Nord).

Qui plus est, tout cela a été obtenu malgré une politique fédérale totalement hostile à

toute action climatique, et alors que le reste du pays allait dans une toute autre direction.

En effet, pendant la même période, les émissions liées aux sables bitumineux, une énergie salement soutenue par le Gouvernement fédéral, ont augmenté d'une quantité de CO2 plus ou moins égale. La croissance des sables bitumineux a donc déjà anihilé l'effet bénéfique de la sortie du charbon de l'Ontario.

Les sables bitumineux canadiens sont la principale explication au fait que le Canada ait dépassé de 20% ses promesse de réduction d'émissions de Copenhague.

Bien que ce soit une bonne nouvelle de voir la Ministre de l'Environnement canadien faire le déplacement à la conférence de Varsovie, ECO veut donc lui rappeler qu'il ne suffit pas de proclamer qu'on est un leader climatique pour le devenir. Peut être aura-t-elle l'occasion de s'entretenir avec son homologue de l'Ontario. Et il aura sans doute de bonnes idées à partager avec elle :

promouvoir les renouvelables et l'efficacité énergétique, stopper les subventions accordées aux énergies fossiles, sortir du charbon et diminuer drastiquement la consommation de pétrole...

En même temps que nous célébrons l'annonce faites par l'Ontario, comme étant une illustration de la mort prochaine du charbon, d'autres signes venant de partout dans le monde nous encourage.

Hier, le Royaume-uni a annoncé qu'il ne financerait plus de nouveau projet de centrale charbon à l'étranger. Comme le soulignait le Ministre britannique du climat: "ça n'a aucun sens de décarbonner notre propre secteur de l'énergie tout en continuant à soutenir financièrement des projets de centrale charbon dans d'autres pays". Il ne reste plus à espérer que le Japon, l'Allemagne et d'autres pays emboîtent le pas de cet effort britannique, étape significative vers la fin des subventions aux énergies fossiles.

Vive l'Ontario !

## Sortie du Climate Change Performance Index 2013 !

La nouvelle édition de Climate Change Performance Index (CCPI), qui donne un score aux politiques climatiques de 58 plus gros émetteurs de GES au monde a été lancée par CAN et Germanwatch cette semaine. Ce rapport montre que les émissions continuent de grimper et que pas un seul pays ne met en place de politique climatique suffisante pour éviter une crise climatique majeure.

Mais il montre aussi certains espoirs. La hausse des émissions de CO2 est moins. Tandis que le principale émetteur de la planète, la Chine, a amélioré sa performance climatique.

Bien qu'aucun pays ne mérite de rejoindre le podium qui reste donc inoccupé, le Danemark mène toujours la course, améliorant son score dans presque tous les secteurs. Le Royaume-uni gagne 5 places et devient 5° grâce à une chute de ces émissions de 15% et à l'amélioration de son efficacité énergétique.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que le Canada et l'Australie sont les moins bien classés parmi les pays industrialisés, tandis que le Japon a aussi perdu pas mal de plumes. L'Australie est classée 57°, mais les

élections récentes dans ce pays ont depuis lors encore affaibli cette piètre performance climatique. Tandis que le Canada ne montre aucune intention de quitter sa petite 58° place. Seul l'Iran (59), le Kazakhstan (60) ou l'Arabie Saoudite (61) le suivent dans le classement.

Pour la première fois, l'Allemagne, un des plus grand perdant de cet index annuel, et quitte le top 10 passant de la 8° à la 19° position. La principale raison de cette dégringolade est l'influence de plus en plus négative exercée par ce pays sur la politique climatique européenne. Sans surprise, la Pologne reste un des pires élèves de la classe européenne. (45°)

Chaque pays peut améliorer sa place dans le CCPI en améliorant quelques facteurs clés : Améliorer sa politique en matière de renouvelable; d'efficacité énergétique; mettre en place des mesures climatiques efficaces et améliorer la collaboration avec les pays progressistes en matière de politique climatique. Bref, exactement le genre d'action qui sont requises pour fermer le gap d'ambition pré 2020 et décidé en 2015 d'un accord sur le climat digne de ce noms.

## Un rêve (australien) éveillé

ECO a piqué du nez pendant la plénière et a entendu ceci :

*Chers collègues, c'est un grand plaisir d'être avec vous à cette table-ronde de haut niveau sur les approches par le marché pour une action climatique renforcée. Je voulais vous dire qu'après 18 mois, le marché carbone fonctionne bien en Australie.*

*Après 12 mois, le prix du carbone, soutenu par d'autres politiques, a permis une baisse de 7% des émissions dans les secteurs concernés. La proportion de renouvelables dans le mix énergétique a augmenté de 23%. Les impacts de l'inflation étaient, comme prévu, de 0,7%. Nous avons pu soutenir financièrement les ménages à faibles ou moyens revenus, dont la situation s'est améliorée par rapport à avant la réforme. Il a été démontré que les rares campagnes annonçant que des villes et industries entières seraient décimées étaient juste là pour alimenter la peur.*

*Le prix du carbone en Australie était bien sûr défini de manière à donner un signal de long-terme en faveur de décisions d'investissements pour des projets et technologies bas-carbone. La prochaine étape inclut une estimation de l'augmentation de notre ambition sur la base de la science et d'une action comparative. A cet égard, notre Autorité du Changement Climatique, statutairement indépendante,*

*a sorti un projet de recommandation pour l'objectif de réduction d'émissions de l'Australie, fondé sur les programmes de travail de la Convention.*

*L'Autorité est présidée par l'ancien responsable de la Banque centrale d'Australie et son conseil inclut le scientifique en chef d'Australie et l'ancien responsable du Groupe Industrie australien. Elle a recommandé que l'Australie se fixe un objectif de réduction d'émissions de 15 à 25% d'ici 2020 et d'aller jusqu'à 50% de réduction d'ici 2030. Elle a identifié ces objectifs en lien avec le budget carbone global et avec un discours clair sur l'intérêt national d'éviter un réchauffement de 2°C. L'Australie est impatient de travailler avec vous afin d'augmenter notre ambition et nos objectifs collectifs bien en amont de la COP21. Finalement, compte tenu du fait que le soutien limité dans le temps pour sortir de la production d'énergie charbon et le besoin de permis gratuits pour les secteurs exposés à la concurrence ne sont presque plus du tout d'actualité, l'Australie souhaite annoncer que le revenu du prix carbone sera redirigé vers les financements climat.*

*Merci M. Le Président.*

He bien, c'était un moment fort agréable, mais après il a fallu retourner à la réalité de la plénière...

## Fossile du Jour

Le premier Fossile du jour revient conjointement à l'Inde, à l'Arabie Saoudite, au Pakistan, à la Malaisie et à la Chine pour leur proposition commune de supprimer toute référence à l'équité dans le 9e paragraphe du texte ADP. L'équité est la clé de l'accord de 2015. Et les parties doivent quitter Varsovie en sachant concrètement comment sera menée l'audit ex ante.



ECO est consterné de voir, après toutes les discussions qui se sont tenues à Bonn et ici à Varsovie, que l'équité ne fasse l'objet que d'une vague référence dans la première version du texte ADP. Les prochaines moutures du texte devront développer ce concept plutôt que de le simplifier à outrance. Nous prions les pays du groupe « Like-Minded » d'engager leur audit du développement ex ante plutôt que de rester crispé sur le bouton « Effacer ».

Le second Fossile est attribué à l'Australie qui, avec d'autres pays développés, torpille toute discussion sur la constitution d'un mécanisme portant sur la réparation des pertes et dommages. Proposer d'extirper du texte une proposition soutenue par 130 pays en développement, retarder la négociation par des manœuvres procédurales, ne pas soutenir la décision finale... l'Australie est le leader des pays non constructifs.

Nous appelons les autres pays développés à satisfaire les besoins exprimés par les nations les plus vulnérables et à contribuer à la constitution d'un mécanisme international sur les pertes et dommages, ici à Varsovie.



## REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Arnaud Collignon, Simon Coquillaud, Célia Gautier, Valéry Laramée, Alix Mazounie, et Sarah Fayolle.